

Mémoire de L'En-Droit de Laval

Présenté à la Commission populaire de l'ACA

Laval, 21 octobre 2015

Par M. Richard Miron

Tout d'abord, nous voulons remercier les organisateurs et organisatrices ainsi que les commissaires pour permettre à nos organismes de pouvoir s'exprimer sur des enjeux très importants concernant l'avenir de notre mouvement mais aussi, et surtout, la situation présente et à venir de nos membres. Nous nous inscrivons de plain-pied dans ce qu'est un organisme communautaire autonome. Nos mandats, nous les tenons de nos membres, des gens qui sont en situation de forte précarité et qui, sans les organismes communautaires, n'auraient pas une voix pour s'exprimer. À L'En-Droit, nos membres peuvent s'exprimer en toute liberté sans l'inquiétude d'être mal jugé. Nous savons que les préjugés dans la société d'aujourd'hui sont encore très présents. L'En-Droit de Laval intervient au niveau de la défense des droits des personnes ayant ou ayant eu un problème de santé mentale.

La majorité de nos membres reçoivent de l'aide sociale et vivent tous les désagréments liés à une insuffisance des revenus (frais d'habitation trop élevés, insécurité alimentaire, qualité du logement médiocre, promiscuité, instabilité résidentielle, isolement, etc.) Nos membres, compte tenu de leur état, ont des besoins au niveau des soins en santé mentale. Nous savons que la santé mentale ne se soigne pas qu'avec des pilules. On ne peut négliger l'importance d'un réseau social positif et une interaction avec des intervenantEs qui connaissent l'environnement de nos usagers-ères. Un environnement et des repères positifs contribuent à l'amélioration de la santé mentale. La fréquentation de notre organisme favorise ce réseau social positif. Nous faisons de la défense individuelle et collective des droits. Nous rappelons à la société que nos usagers sont des personnes, des citoyens et citoyenNEs avec des pleins droits

L'approche de plus en plus hospitalocentriste héritée des différentes réformes en santé et services sociaux depuis les années 90 a eu comme résultat d'instrumentaliser nos usagers-ères en les réduisant à de simples problèmes socio-sanitaires dont on doit assurer qu'ils ne dérangent pas trop. C'est oublier la souffrance vécue par des personnes qui auraient besoin d'être mises au centre de la sellette d'une véritable solidarité entre elles, leurs

alliés et leurs intervenants. Les médecins et les équipes traitantes ne sont pas assez sur le terrain et ont un faible écho de l'environnement dans lequel évolue la personne. Dans un tel contexte, donner des pilules devient rationnel quand on ne peut pas rencontrer souvent ses usagers. Mais voilà, l'approche bio-chimique, avec ces pilules qui coûtent quand même cher au système, permet surtout du contrôle social et secondairement des soins.

À ce modèle hospitalocentriste et biochimique, nous opposons une approche basée sur le soutien du milieu et une intervention terrain qu'elle vienne du réseau ou des organismes. Cela s'articule avec une intervention des organismes communautaires qui y jouent un rôle prioritaire exprimant les besoins directs des usagers et cela de manière démocratique. Nous ne voulons pas être des sous-traitants sous-payés qui s'exécutent en fonction des diktats de l'État alors que c'est envers nos membres qu'on est redevable. Nous voulons de meilleurs locaux pour nos organismes communautaires mais aussi des ressources financières et humaines stables qui vont nous permettre d'aller de l'avant. Pour nos membres, on veut plus de revenus, plus de services qui répondent à leurs besoins et plus de logement et locaux où socialiser.

On se bat notamment pour du logement social. On pense qu'il faut loger adéquatement les plus démunis et cela dans un lieu qui va leur permettre une prise en charge individuelle et collective, de l'empowerment, de manière à se doter d'outils et de capacités pour aspirer à une plus grande égalité sociale. C'est d'autant plus important pour notre membership vivant une fragilité émotionnelle et la stigmatisation de se rassembler dans des lieux de libération. Mais avec les politiques d'austérité, la possibilité d'acquérir du logement social s'étiole. C'est d'autant plus vrai avec cette mesure ignoble du gouvernement qui a coupé de moitié le nombre d'unités de logements sociaux. Cela plombe beaucoup un projet qu'on a mis de l'avant pour nos membres et qui a l'appui du milieu. Mais, en même temps, malgré les difficultés qu'on nous impose, on continue à aller de l'avant pour satisfaire le droit au logement de nos membres.

Les politiques d'austérité du gouvernement qui, en soi, sont tueuses d'espoir et contribuent à entretenir un climat de morosité sociale, accroissent considérablement l'anxiété et le découragement parmi nos membres et parmi nos employés. On nous

empêche de regarder vers un futur d'espoir pour nous contraindre à ne regarder qu'à travers les œillères étroites du présent sordide. Les mesures d'austérité nous créent plein de complexité et rendent nos tâches difficiles. Mais on ne doit pas se décourager parce qu'on refuse de leur donner la victoire.

Alors que le gouvernement sabote l'offre de services publics, la demande sociale de services elle ne diminue pas et même s'accroît. Pour mettre fin à leur isolement, beaucoup de nos membres viennent à notre local pour y prendre un café et jaser. Une partie de notre local est aménagée pour cela. Nous avons déjà fait des représentations pour nous aider à accroître cette espace de manière à ne pas empiéter sur nos autres services. Pour documenter ce besoin, nous avons décidé d'ouvrir un centre multiservice de soir qui est un genre de milieu de vie. Il est autogéré par nos membres. Les organismes communautaires doivent faire preuve d'imagination pour répondre aux besoins de nos membres surtout quand on sent un désengagement de l'État et un refus d'investir au niveau social. C'est lourd pour nous mais on le fait.

En même temps, on ne veut pas que les pouvoirs publics se dédouanent de leurs responsabilités sociales. L'argent que le gouvernement sauve avec nos mesures imaginatives n'est pas toujours investi pour améliorer le bien-être général de la société. Quand on vient nous dire qu'il faut créer un climat fiscalement sain pour nos entreprises alors que depuis 2008, l'investissement privé dans l'économie pour sortir de la crise n'est pas extraordinaire, on commence à en avoir plein notre casque. Ils sont où les emplois et la croissance économique sensés financer nos services sociaux dans l'avenir. Ce qu'on voit c'est encore des gros *big shots* s'engraisser mais surtout du monde ordinaire qui a de la misère à arriver comme il faut et qui se sent plus *rushé*, stressé, découragé et anxieux. Et on nous dit après que la santé mentale, c'est juste un problème biochimique. Le gouvernement fait partie des facteurs d'une mauvaise santé mentale.

On n'agira pas en sous-traitant de l'État. Au contraire, les locaux de nos organismes vont servir pour mobiliser nos membres dans la lutte contre les politiques d'austérité du gouvernement. C'est l'espoir qu'on construit dans nos organismes communautaires pas la gestion de la misère que nous impose ces gouvernements sans cœur. On ne lâche pas. La lutte continue. La vie et l'avenir sont à nous.